

ACCUEIL

Cette année, le contexte dans lequel se tient notre 33^e colloque est inédit

Langues Régionales et d'Outre-Mer : les oubliées de la Nouvelle Éducation Nationale ?

Rappelez-vous la fronde des élus locaux et territoriaux disant, répétant au Président récemment Jupétérisé « Vous ne nous entendez pas, Vous ne nous comprenez pas ».

Ce discours, en fait, nous le tenons au Ministre de l'Éducation Nationale depuis plus de 2 ans.

Pour mieux appréhender cet état de fait, il nous semble intéressant de prolonger ce parallèle et de s'interroger sur les causes de cette incompréhension durablement installée.

Elle relève, selon nous, d'une vision de la France quelque peu déconnectée de ses territoires, ce que j'appellerai une « Macrovision », Macrovision qui régit le fonctionnement et les rouages du pouvoir.

Rappelons-nous ce qu'ont dit et redit ces élus quand, enfin, le Président est descendu à leur rencontre : « Avant de vous occuper de la place de la France dans le Monde, préoccupation au demeurant tout à fait légitime, il faudrait d'abord que la France se sente bien avec elle-même, qu'elle vive en symbiose avec ses territoires qui lui apportent tant, qui représentent sa diversité.

Nous avons vu ce que cela a donné !

Et vous tous ici réunis savez que nous avons vécu et vivons la même incompréhension. Nous connaissons désormais, grâce à ce gouvernement, toute la richesse du verbe « ignorer ».

Comment oublier ces rendez-vous au Ministère au cours desquels nos interlocuteurs découvraient que nos classes bilingues dispensaient des enseignements en 2 langues. Il y a seulement encore quelques mois, ils apprenaient avec stupeur l'existence de nos classes en immersion.

« Comment cela était possible au sein de l'École Publique ? Depuis combien de temps ? »

Nous avons aussi entendu les déclarations de la Ministre en charge de la Cohésion des Territoires qui s'exprimait publiquement sur le caractère « anticonstitutionnel » de ces enseignements.

Alors, profitons-en pour nous poser la question : Pourquoi remettre en cause, comme le fait le Ministère, ces classes en immersion qui existaient en Bretagne dans certaines écoles, au su et vu de la hiérarchie, depuis les débuts de l'enseignement bilingue ?

En Pays Basque, où elles sont en plein essor pour répondre à la demande des parents et des enseignants, on en compte pas moins de 19 et représente environ 20% des effectifs maternelle bilingue.

En Corse où là aussi, elles font l'objet d'un consensus de la part de tous les partenaires éducatifs.

Pourquoi les remettre en cause aujourd'hui ??

- Est-ce que les élèves qui suivent cet enseignement au début de leur scolarité ont plus de difficultés que les autres ?
- Ont-ils, par la suite, de moins bons résultats que les unilingues aux évaluations nationales ?
- Vont-ils devoir, plus tard, consulter un psychologue ?

Dans tous les cas, la nature même de ces questionnements comme autant de points de blocage, est non seulement inquiétante mais révélatrice des intentions du Ministère pour ce qui nous concerne.

- Sont-ils le résultat de son ignorance « stricto sensu » ?
- Sont-ils plutôt le résultat d'une doxa, d'un positionnement idéologique qui nous éloignerait encore plus du registre pédagogique ?

Ou s'agit t'il des deux ? Au vu des obstacles que nous rencontrons depuis 2 ans, nous serions en droit de le penser.

- Une doxa qui consisterait à rendre moins attractif pour les élèves le choix de l'enseignement en langues régionales au collège puis au lycée. Nous aurons, lors de ce colloque, l'occasion d'évoquer les effets dévastateurs de la réforme du baccalauréat et des textes ministériels récents.
- Une doxa qui, in fine, viserait à ghettoïser ces enseignements en leur refusant le droit de se développer aux côtés des LVE et autres LCA.

Porter atteinte aux enseignements en LR, c'est aussi porter atteinte à nos territoires, à leur(s) langue(s).

Ces écoles de la réussite sont au confluent de territoires riches de leur(s) langue(s) et de leur(s) culture(s) et d'une école publique qui a su stimuler la curiosité et la créativité des élèves en s'appuyant sur un enseignement bilingue précoce à parité horaire et en immersion.

En supprimant comme le fait le Ministère des postes au CAPES (occitan), en supprimant le CAPES de Catalan, en décourageant les lycéens de choisir les filières bilingues, l'Éducation Nationale met en danger la ressource enseignante et par là-même la transmission par l'École de nos langues. Il agresse en quelque sorte l'identité de nos territoires.

Ce constat nous amène, nous oblige à en faire un autre :

L'argumentaire patrimonial pour défendre et promouvoir nos langues a vécu. Je sais que cela a de quoi choquer certains mais rendons-nous à l'évidence : il est de moins en moins audible.

Moins audible par les décideurs, de plus en plus contraints en terme de choix budgétaires, mais aussi par une partie de la population.

Par contre, et nous le savons mieux que quiconque, en terme de communication positive en direction des parents, nous ne cessons de mettre en avant les atouts, les bénéfices pour leurs enfants d'un enseignement bilingue précoce, un enseignement qui fera d'eux plus tard des citoyens éclairés, plurilingues, des acteurs de la revitalisation économique et culturelle de nos territoires.

Lors de ce colloque, nous parlerons en effet de ces territoires qui ont pris en main la transmission et le devenir de leur(s) langue(s), qui ont imaginé et appliquent des solutions innovantes pour la formation et le recrutement des enseignants de/en LR.

Nous parlerons aussi du combat, car il s'agit bien d'un combat, de nos élus locaux et territoriaux pour élaborer et mettre en œuvre de véritables politiques linguistiques aux côtés (?) de l'Éducation Nationale (Corse, Pays Basque, Bretagne).

Nous parlerons aussi de ces territoires d'Outre-Mer confrontés à la vacuité de la politique de l'État en matière d'éducation, un État qui, depuis des décennies, s'avère incapable d'aborder de front les problèmes sociétaux engendrés par sa passivité.

En ne misant pas sur l'intégration des jeunes générations dans la société par l'éducation, il ne leur donne pas la possibilité, la chance de prendre en main leur développement.

Comme vous le voyez, Mesdames, Messieurs, Chers Amis, les sujets ne manqueront pas.

Nous devons absolument développer, renforcer des synergies entre vous, élus qui avez en charge de mettre en œuvre des politiques dynamiques pour assurer le développement de nos territoires.

- Vous, acteurs institutionnels ayant pour mission de mettre en œuvre des politiques linguistiques volontaristes (OPLB / GIP)
- Et Nous, militants associatifs, parents et enseignants.

Développer des synergies pour continuer d'être force de proposition

Pour nous faire entendre de ce gouvernement, du Ministre Blanquer, pour infléchir sa politique en la matière, pour le faire changer de cap.

Pour que nos langues ne soient plus les oubliées de cette Nouvelle Éducation Nationale.

Thierry Delobel,

Président FLAREP